

La France outrée par les propos de Trump sur le 13 novembre

samedi 5 mai 2018, par [Thémis](#)

Le président américain avait déclaré qu'il y aurait eu moins de morts lors des attentats de Paris si les victimes avaient été armées. Des propos qui scandalisent jusqu'au Quai d'Orsay.

Donald Trump n'a pas l'habitude de faire dans la dentelle et pour défendre ses idées, le président américain n'hésite pas à mettre les pieds dans le plat. Vendredi, lors d'un discours durant la convention de la NRA, le puissant lobby pro-armes, il a défendu le droit de porter une arme en réaffirmant que les attentats du 13 novembre, à Paris, auraient fait moins de morts si les victimes avaient été armées.

Les victimes "ont été tuées brutalement par un petit groupe de terroristes qui avaient des armes. Ils ont pris leur temps et les ont tués un par un. Boum, viens là ; boum, viens là ; boum, viens là (...). Si un employé, ou juste un client avait eu une arme, ou si l'un de vous dans l'assistance avait été là avec une arme pointée dans la direction opposée, les terroristes auraient fui ou se seraient fait tirer dessus, et ça aurait été une tout autre histoire", a-t-il déclaré, mimant du geste les exécutions...

"Va te faire f..."

En France, cette attitude et ces propos ont profondément choqué les rescapés des attaques et les proches des victimes. Ainsi, le rescapé du Bataclan et ancien vice-président de l'association "13 Onze 15 : fraternité et vérité", Emmanuel Domenach, a répondu sèchement dans un tweet, en anglais : "Dear @realDonaldTrump, Go fuck yourself (you can use a gun if you want)". Traduction : "Cher Donald Trump, va te faire f... (tu peux utiliser une arme si tu veux)".

Dans un deuxième tweet, il a finalement ajouté : "Ouais c'est pas poli et c'est pas constructif mais je n'ai pas la force face à ça".

"Dégueulasse", "honteux"

Contacté par le HuffPost, Philippe Duperron, président de l'association "Treize novembre, fraternité et vérité" et père d'une victime du Bataclan, a fait part de son "dégoût face à des clowneries inacceptables" : "Nous allons demander une réaction officielle de la part de la diplomatie française condamnant sereinement et fermement ces propos", indique-t-il.

"Dégueulasse, c'est vraiment dégueulasse", a tweeté Nadine Nadine Ribet-Reinhart, mère d'un homme mort au Bataclan, citant le film "A bout de souffle" de Jean-Luc Godard.

La Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs (Fenvac) a dénoncé dans un tweet des propos "d'une violence inouïe" pour les victimes et appelé la diplomatie française à "réagir".

"Indécent et incompétent"

Dans le rang des politiques, l'ex-président de la République socialiste François Hollande est l'un de ceux qui ont fait part de son indignation. "Les propos honteux et les simagrées obscènes de Donald Trump en disent long sur ce qu'il pense de la France et de ses valeurs", a-t-il tweeté. "L'amitié entre nos deux peuples ne sera pas entachée par l'irrespect et l'outrance. Toutes mes pensées vont aux victimes du 13

novembre".

Manuel Valls, lui, a fait plus court mais n'a pas mâché ses mots au moment d'évoquer le discours de Donald Trump : "Indécent et incompétent. Que dire de plus ?"

"Indignation et dégoût"

L'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur au moment des attentats de 2015, s'est également exprimé sur Twitter : "Indignation et dégoût après les propos de Donald Trump sur les attentats du 13 novembre. Solidarité avec les victimes et les Français choqués. La transgression, c'est l'irrespect".

Interrogé sur BFMTV dimanche, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a pour sa part demandé à Donald Trump d'"exprimer des regrets" après ses propos "choquants" et "indignes".

Réaction du Quai d'Orsay

Samedi soir, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères a également pris la parole via un communiqué. "La France exprime sa ferme désapprobation des propos du président Trump au sujet des attentats du 13 novembre 2015 à Paris et demande le respect de la mémoire des victimes", a réagi Agnès von der Mühl.

"La France est fière d'être un pays sûr où l'acquisition et la détention d'armes à feu sont strictement réglementées", a ajouté la porte-parole du Quai d'Orsay.

Source : Sud Ouest

Auteur : La Rédaction

Date : 05/05/18